

Burundi : les tensions politiques plombent les perspectives économiques, dit le FMI

PANA, 24 septembre 2014 Burundi : les incertitudes politiques à la veille des élections de 2015 assombrissent les perspectives économiques Dar es-Salaam, Tanzanie – Les perspectives économiques à moyen terme du Burundi restent difficiles, avec des risques à la baisse découlant des incertitudes politiques à la veille des élections de 2015, selon Naoyuki Shinohara, directeur général adjoint du Fonds monétaire international (FMI). En outre, Shinohara a déclaré dans un communiqué publié mercredi que le Burundi fait face à la vulnérabilité aux chocs externes compte de sa base d'exportation étroite et de l'afflux massif de réfugiés.

Il a fait ces remarques à la suite des discussions du conseil d'administration du Fmi sur les performances économiques du Burundi dans le cadre d'un programme triennal appuyé par la facilité d'urgence du Fonds de crédit (Ecf). Bien que le pays ait réalisé des progrès satisfaisants dans le cadre de l'accord Ecf, les directeurs exécutifs du Fmi ont souligné la nécessité pour les autorités du Burundi de renforcer la gestion financière et de la dette publique pour atténuer les risques financiers. La croissance économique devrait s'accroître pour atteindre environ 4,7 pour cent en 2014, tandis que l'inflation a diminué, aidée par la modulation des prix internationaux alimentaires et des carburants ainsi que des conditions monétaires stables. Shinohara a insisté que le maintien de la mobilisation des recettes, l'amélioration de l'administration fiscale et la rationalisation des exemptions discriminatoires sont essentiels à la réussite du programme économique du Burundi. "La politique monétaire devrait continuer à se concentrer sur la stabilisation des attentes d'inflation. Alors que l'inflation sous-jacente a baissé ces derniers mois, une détérioration budgétaire potentielle financée par le recours à un financement de la Banque centrale pourrait relancer l'inflation et inverser les gains récents", a-t-il averti. Constatant que la viabilité de la dette reste le point d'ancrage qui sous-tend la politique budgétaire à moyen terme, Shinohara a ajouté que le Burundi continue d'être à risque élevé de surendettement. Le Fmi et le gouvernement du Burundi ont accepté à la fois d'avis qu'il est important pour le pays de s'appuyer principalement sur les subventions et les prêts hautement concessionnels pour financer des projets à forte intensité de capital. Il est attendu que le parlement du Burundi adopte une nouvelle loi sur la dette en septembre, qui fournira un cadre global pour la gestion et la politique efficace de la dette publique. La loi a été élaborée avec l'assistance technique du Fmi. Au même moment, les services du Fmi, qui ont eu des discussions en juin 2014 avec les responsables du Burundi sur le développement politique et économique dans le pays, ont rapporté que les questions de gouvernance ou les retards dans la réalisation de progrès mesurables dans les formes de la gestion des finances publiques (Gfp) et l'exacerbation des tensions politiques pourraient nuire au soutien des bailleurs de fonds. "La migration des réfugiés rapatriés est susceptible d'ajouter aux pressions du chômage, d'accroître la demande pour les services publics et d'exacerber les conflits sociaux sur l'accès à la terre", a indiqué le rapport, en soulignant également que les syndicats réclamaient des augmentations de salaire dans la perspective des élections présidentielles de 2015. L'équipe du Fmi a cependant affirmé que la réponse du Burundi aux conseils passés du Fm a été globalement satisfaisante et le pays "a maintenu sa stabilité macro-économique". L'ajustement budgétaire face à la baisse de l'appui budgétaire et la politique monétaire plus restrictive et la réponse aux chocs alimentaires et du carburant a réduit l'inflation à un seul chiffre et a stabilisé le taux de change. Les formes macro-critiques dans les secteurs du café et de l'électricité ont progressé, tandis que l'amélioration du climat des affaires a été remarquable. Bien que le Fonds ait continué à soutenir les efforts de réforme des autorités en fournissant des conseils et une assistance technique, a indiqué le rapport, "la faiblesse dans la mobilisation des recettes persiste et justifie de redoubler d'efforts". Concernant la réduction de la pauvreté, le rapport du Fmi a révélé que les progrès ont été mitigés du fait que l'accroissement de la croissance s'est avéré difficile face aux chocs alimentaire carburant et également des ressources financières insuffisantes. Surtout la mobilisation des recettes s'est avérée difficile et lorsqu'elle est combinée avec la volatilité de l'aide, cela a entravé la mise en œuvre d'un cadre durable de dépenses à moyen terme. "Une quantité limitée d'électricité ponctuelle par des pannes fréquentes, a contrecarré la croissance et s'est avérée insuffisante pour faire une brèche importante dans la pauvreté", a indiqué le rapport des services du Fmi. En dépit des contraintes, l'accès du public aux services de base s'est amélioré, avec la scolarisation primaire atteignant près de 100 pour cent et le taux de réussite sensiblement en hausse, tandis que les programmes de protection sociale dans les secteurs de la santé et de l'éducation, ont porté leurs fruits. "Les autorités continuent à poursuivre des politiques visant à développer les infrastructures critiques, la modernisation du secteur agricole, y compris à travers la privatisation du café, la promotion du tourisme et une plus grande inclusion financière dans le but de stimuler la croissance à moyen terme", a déclaré le rapport.